
Le 27-02-2021

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Image

Par le Parti de la démondialisation

Le 27 février 2021

Les grandes manœuvres pré-électorales ont commencé, pour les élections régionales d'abord mais surtout pour 2022 avec l'élection présidentielle et les législatives.

Et partis et mouvements s'agitent, dans un mouvement brownien, pour trouver les « bonnes alliances » et reconstruire la gauche pour vaincre Macron, sous l'épée de Damoclès du Rassemblement national.

Dans ce texte en deux épisodes, nous revenons sur quelques vérités que ceux qui se réclament de la gauche devraient savoir.

Au XIX^e siècle, la gauche institutionnelle (celle des parlementaires) défend la République, mais pas les ouvriers.

A la fin du XX^e, la gauche au pouvoir a montré qu'elle était l'instrument le plus efficace au service des classes dominantes.

Dès lors, que peut bien signifier le concept de « gauche » aujourd'hui pour les classes populaires ? Rien, puisque les mêmes politiques au service de la mondialisation néolibérales ont été menées par la gauche et par la droite !

Il ne sert à rien de se perdre dans la question pseudo cornélienne de savoir si le PS est à gauche ou pas, butant sur l'impossible définition de la gauche, ou de la « vraie gauche ». C'est une question dont on a tout intérêt à se dispenser. Non pas que le clivage opposant les classes dominantes aux classes dominées ait le moins du monde disparu, puisqu'au contraire il s'avive d'année en année. Mais il n'est plus représenté par le très flou clivage gauche-droite.

La faillite de la gauche remonte à loin dans l'histoire

Nous ne pouvons pas faire l'économie d'un retour en arrière pour comprendre ce qu'est la gauche, non pas comme nous la rêvons ou comme nous la voudrions, mais telle qu'elle fut et telle qu'elle est vraiment aujourd'hui. Il faut saisir le mécanisme idéologique et politique qui a produit ce grand retournement.

La principale raison qui nous empêche d'y voir clair c'est que les mentalités collectives (donc la nôtre !), ont gardé une image de la gauche identifiée au visage qu'elle présenta publiquement lors de rares moments historiques très spécifiques.

La gauche a été assimilée au rassemblement des forces politiques – d'abord PCF et PS – qui luttait contre les injustices et les désordres causés par le capitalisme, et qui a amélioré le sort des classes dominées quand elle gouvernait. Pendant ces rares périodes unitaires, qu'on le regrette ou que l'on s'en félicite, c'était le PCF qui donnait le « la » à cette gauche, et, au-delà, c'était surtout le mouvement populaire. Soit la gauche soutenait le PCF de manière plus ou moins critique, soit elle le concurrençait, mais sur des bases partageant un fonds commun. Si tel n'avait pas été le cas, la gauche prenait le risque de se priver du soutien des classes populaires qui, elles, se retrouvaient majoritairement sur les fondamentaux défendus par le PCF, quand bien même elles n'étaient pas encartées.

Quels étaient ces fondamentaux, ce fonds commun partagé alors par la quasi-totalité des partis de gauche ? Si on veut n'en retenir que l'essentiel, c'était la lutte contre le capitalisme. Mais en adoptant pour ce faire une voie nationale, celle de la conquête politique des leviers étatiques pour les mettre au service des classes populaires et de l'intérêt général au nom de la lutte pour l'égalité sociale.

Croire que la gauche correspond intrinsèquement à cette identification avec l'objectif de mettre l'État au service des intérêts structurels des classes dominées ne permet pas de comprendre ce que sont les deux composantes de la gauche que l'on nomme la social-démocratie et celle que l'on nomme le communisme. La social-démocratie sert à produire l'idéologie « progressiste » la plus en

phase avec les évolutions nécessaires au capitalisme.

Quant au PCF, ses dirigeants l'ont transformé depuis le milieu des années 90 en satellite du PS, à l'instar de plusieurs partis communistes des anciens pays de l'Est.

Il est trop tard pour tenter de donner un contenu de classe susceptible de créer le rebond salutaire à une notion de « gauche » désormais obsolète. Pour faire naître une nouvelle dynamique politique, il est nécessaire d'acter la déliquescence de la notion de « gauche » et de la pertinence du clivage gauche-droite chez la majorité des citoyens. Le repère à mettre en avant, le véritable clivage doit être désormais celui de la défense des intérêts des classes dominées, la défense du peuple.

Pour comprendre la déliquescence contemporaine de beaucoup de forces politiques qui se rangent à gauche, une plongée dans l'histoire est nécessaire.

On y apprendra que l'expression « la gauche » n'a eu vraiment de sens qu'à quatre périodes très courtes de l'histoire de France. Le reste du temps, la division a régné, une partie de la gauche – la social-démocratie – s'alliant à la droite, tandis que l'autre, la gauche communiste, s'alliait sans nuances au régime dictatorial de l'URSS. Cette faillite des appareils politiques de la gauche semble bien définitive, elle en est à son stade terminal car elle persiste à refuser de remettre en cause ses tabous.

La « gauche » rêvée n'aura existé que quelques années, à quatre moments de l'histoire de France

Il est donc impossible de parler de « la gauche » en général, car les moments dans l'histoire où les partis et forces qui s'en réclament étaient rassemblés, et ont gouverné, ne sont que l'exception. Ces quatre moments sont les suivants :

- La lutte contre les ligues fascistes et pour le Front populaire, de la manifestation unitaire du 14 juillet 1935 au 13 février 1937 lorsque Léon Blum déclare la « pause ». Le PCF soutient le gouvernement mais n'en fait pas partie. Ce sont les grèves et manifestations de 1936, après l'élection, qui permettent d'obtenir d'importants acquis sociaux.
- La lutte victorieuse contre l'occupant nazi de la première réunion du Conseil national de la Résistance le 27 mai 1943 jusqu'au 5 mai 1947, date de la révocation des ministres communistes par Paul Ramadier, président du Conseil socialiste. Le gouvernement va de la droite aux communistes, en passant par les gaullistes et les socialistes. Il s'appuie sur une immense mobilisation populaire.
- L'union de la gauche autour du « Programme commun de gouvernement de la gauche » entre sa signature le 27 juin 1972 et la rupture du 15 septembre 1977. Cette période est différente des trois autres, car la gauche n'est pas au gouvernement.
- La participation du PCF à la majorité présidentielle et au gouvernement avec le PS entre le 10 mai 1981 jusqu'au départ des ministres communistes du gouvernement Fabius le 19 juillet 1984. Les mobilisations populaires sont faibles, freinées par les directions du PCF et de la CGT.

On n'osera pas, ici, ajouter deux autres périodes qui, pourtant, pourraient correspondre à une forme d'alliance du PCF et du PS. La première est celle de la « gauche plurielle », de 1997 à 2002, lorsque des ministres communistes ont participé à un gouvernement socialiste qui a mené une politique parfaitement compatible avec les intérêts des classes dominantes. La seconde période est celle ouverte par l'élection de François Hollande à la présidence de la République, en 2012, avec la participation du PCF à la majorité présidentielle - mais pas gouvernementale - au début.

Au XIX^e siècle, la gauche institutionnelle (celle des parlementaires) défend la République, mais pas les ouvriers.

Des parlementaires « bourgeois », ayant conservé l'habitude de se rassembler à la gauche de l'Assemblée, vont logiquement défendre la Révolution de 1789 et la République, tout en s'opposant au mouvement ouvrier en plein essor et à ceux qui veulent instaurer une véritable démocratie. Ils profitent d'être désormais les nouveaux maîtres de l'État afin de développer le capitalisme. La République bourgeoise, c'est la souveraineté parlementaire en lieu et place de la souveraineté populaire. Le parlement est entièrement sous leur contrôle, le peuple leur caution théorique et leur ennemi pratique. On le voit tragiquement en 1848 lorsque les ouvriers réclament le « droit au travail » et la République sociale. C'est l'armée républicaine qu'ils trouvent en face d'eux. Même chose pendant la Commune de Paris en 1871, lorsque le mouvement ouvrier s'opposa à la gauche républicaine et fut massacré par elle.

C'est la répression de Cavaignac en 1848, avant celle de Thiers en 1871, deux hommes de gauche au sens de cette partie du XIXe siècle... C'est pourquoi le mouvement ouvrier naissant était hostile à cette gauche de républicains-bourgeois. D'ailleurs, dans les textes de Karl Marx et Friedrich Engels, le terme de « gauche » n'apparaît pas. Le Mouvement ouvrier n'a commencé à exister qu'en s'affirmant en dehors du système gauche-droite interne aux classes dominantes. Dans des conditions différentes, nous en sommes revenus au même point aujourd'hui.

Nous retrouvons d'ailleurs, au début du XXe siècle, les fondements de la gauche du XIXe siècle lorsqu'elle rassemblait les idéologies politiques les plus en phase avec le capitalisme redevenu triomphant, ses besoins de développement et les nouvelles bases de sa reproduction matérielle. Au XIXe siècle, le capitalisme avait besoin de briser non seulement l'État absolutiste et théologico-nobiliaire, sa structure sociale et ses rigidités, mais aussi l'autonomie des petits producteurs, des corporations, des traditions locales et populaires, des solidarités collectives traditionnelles et familiales afin de marchandiser le travail, d'industrialiser la production et de développer la colonisation.

La gauche d'alors (l'équivalent du PS) lui proposait d'enchanter cette marche en avant avec les concepts de « progrès », de « science », de « raison », et de « République », avec ainsi la caution de la légitimité populaire. Le capitalisme avait alors bien plus besoin de ces « valeurs » que du conservatisme moral et politique de la droite. Tous les capitalistes bourgeois les plus conséquents se retrouvaient dans l'idéologie de la gauche parlementaire, de la gauche donc tout court, car le mouvement ouvrier ne se situait pas à gauche.

Tous ceux qui étaient pour lutter structurellement contre le capitalisme, pour établir une véritable démocratie, et donc pour établir dans les faits le pouvoir du peuple souverain, notamment les socialistes et les syndicalistes, étaient alors les ennemis de la gauche.

Les appellations de « gauche » et de « droite » s'imposent au début du XXe siècle mais sans le Parti communiste

Les appellations de « gauche » et de « droite » s'imposeront au début du XXe siècle avec l'Affaire Dreyfus, le « Bloc des gauches » et le « Cartel des gauches ». En 1924, avec le « Cartel des gauches », le rôle de repère politique de ces deux expressions « gauche » et « droite » est définitivement adopté. Le Cartel des gauches se constitue à la fin de l'année 1923 contre le Bloc national. La scission intervenue en 1920 à l'issue du Congrès de Tours de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), qui voit la création de la SFIC (Section française de l'Internationale communiste qui deviendra plus tard le Parti communiste français), permet à la SFIO, devenue minoritaire, de se tourner vers une nouvelle alliance avec les radicaux. Les premiers députés communistes qui sont élus en 1924 siègent dans l'opposition, ils ne font pas partie du Cartel des gauches.

Le PCF renvoie dos à dos la gauche et la droite. Il les assimile à « deux fractions de la bourgeoisie »,

il dénoncera le « bloc des bourgeois arrivistes » qui, sous l'étiquette de « gauche », dispute les places au « bloc des bourgeois repus ». Il affirmera : « capitalistes de droite et capitalistes de gauche se valent » ; « la gauche n'est qu'un autre visage de la droite, sous deux faces différentes, la tête reste la même ». Il obtient 9,82% des voix et 26 sièges. Les socialistes de la SFIO ne participent pas au gouvernement de peur de se faire taxer de trahison sociale par les communistes qui voyaient dans cette alliance une collaboration avec un régime « bourgeois ».

Il existe bien une gauche pendant toute cette période, mais sa géographie est très différente de celle d'aujourd'hui. À l'époque, les radicaux en sont la force propulsive, alors que les communistes n'en font pas partie. Après la Seconde Guerre mondiale, les radicaux intégreront progressivement la droite, alors que les communistes intégreront la gauche pour en devenir la force propulsive avant d'être satellisés par le PS.

Suite dans [la partie 2](#)

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire